

LA SÉANCE DE LA CHAMBRE. — "VENISE DE GUERRE", PAR NOTRE ENVOYÉ SPECIAL

# EXCELSIOR

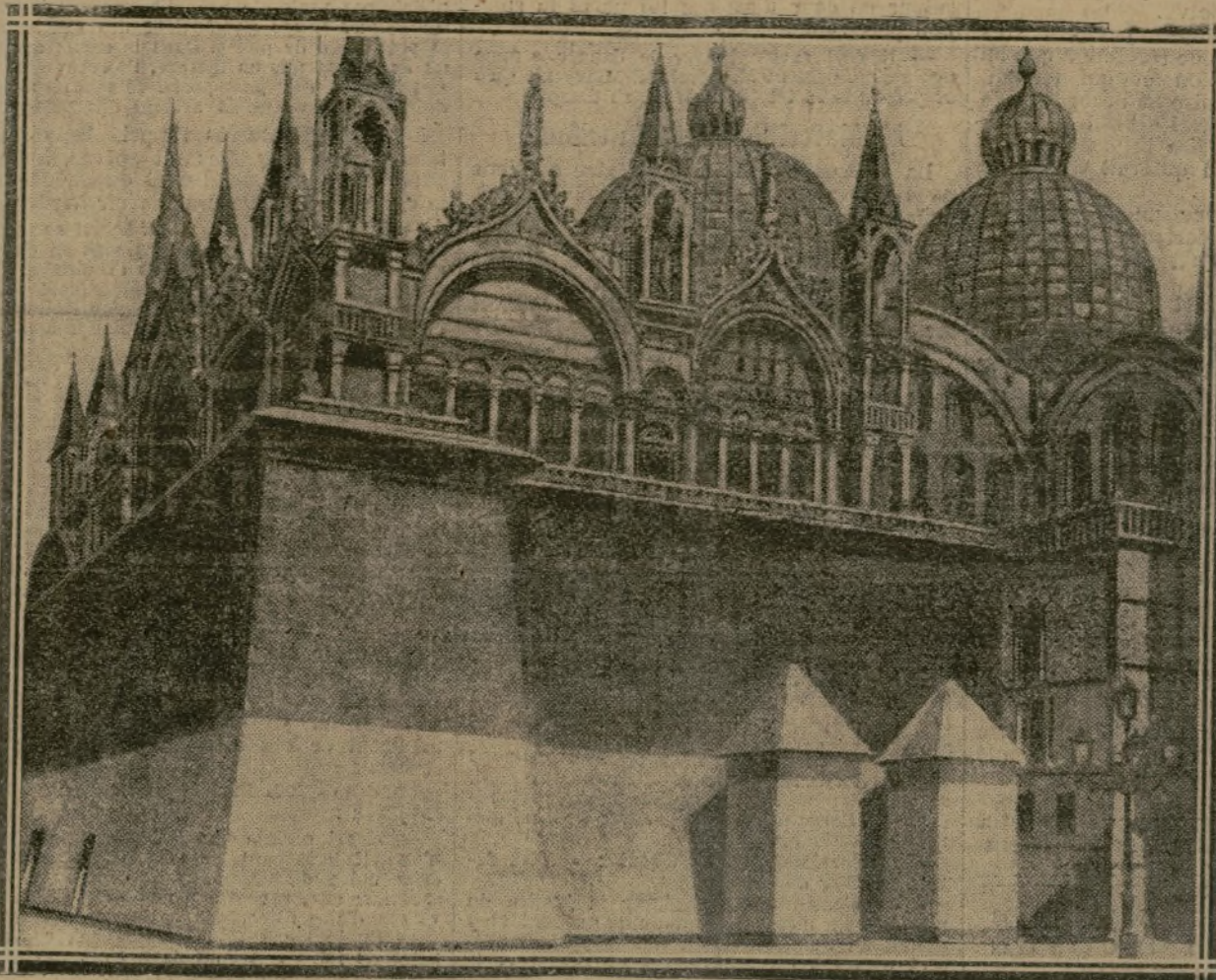
Huitième année. — N° 2571. — 10 centimes

"Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport." — NAPOLEON.

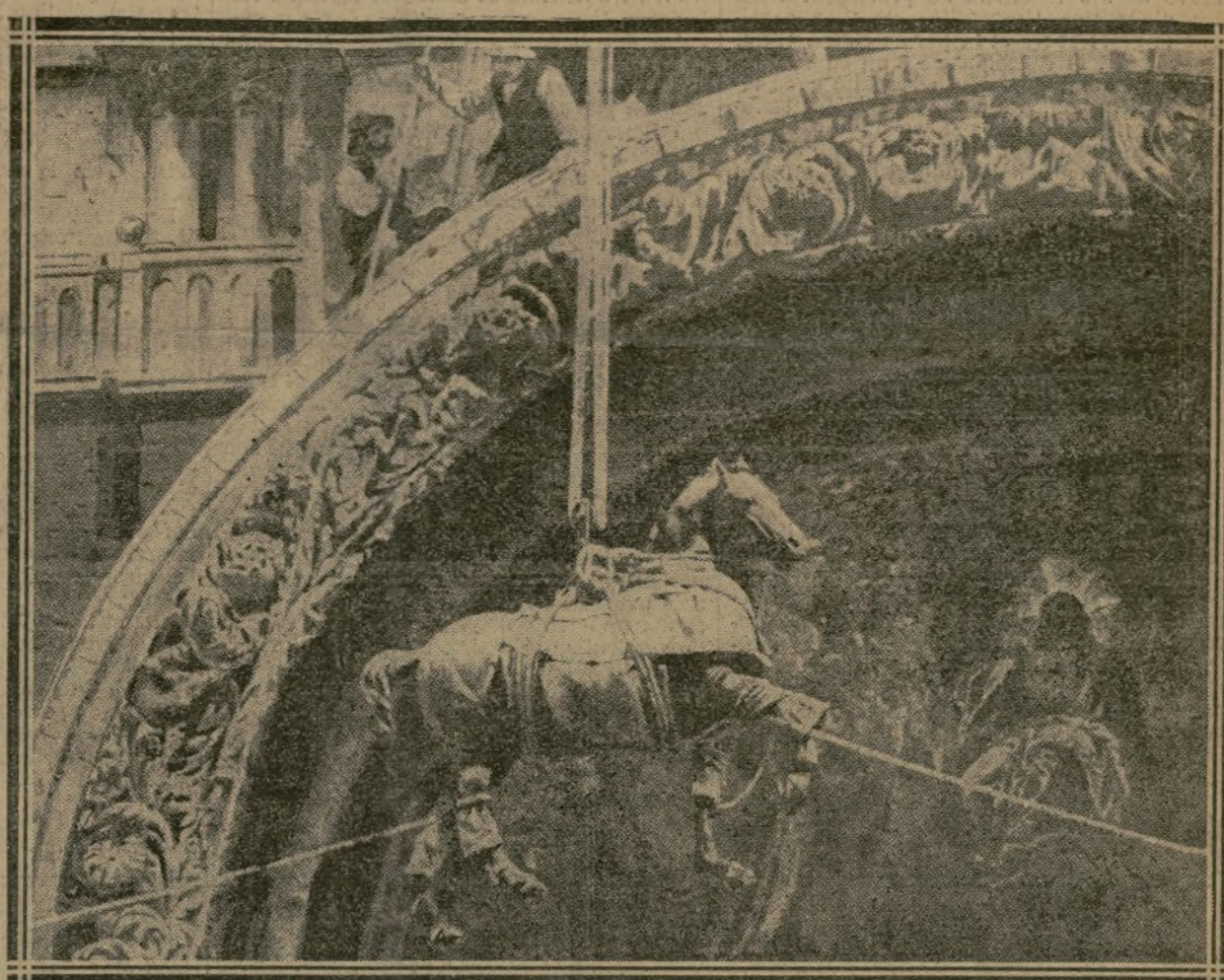
Jedi  
29  
NOVEMBRE  
1917

RÉDACTION : 20, rue d'Enghien, Paris  
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15.00  
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées  
Téléphone : Wagram 57.44 et 57.45  
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS  
TARIF DES ABONNEMENTS :  
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.  
Etranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.  
PUBLICITÉ : 11, Bd des Italiens. - Tél. : Cent. 80-83  
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

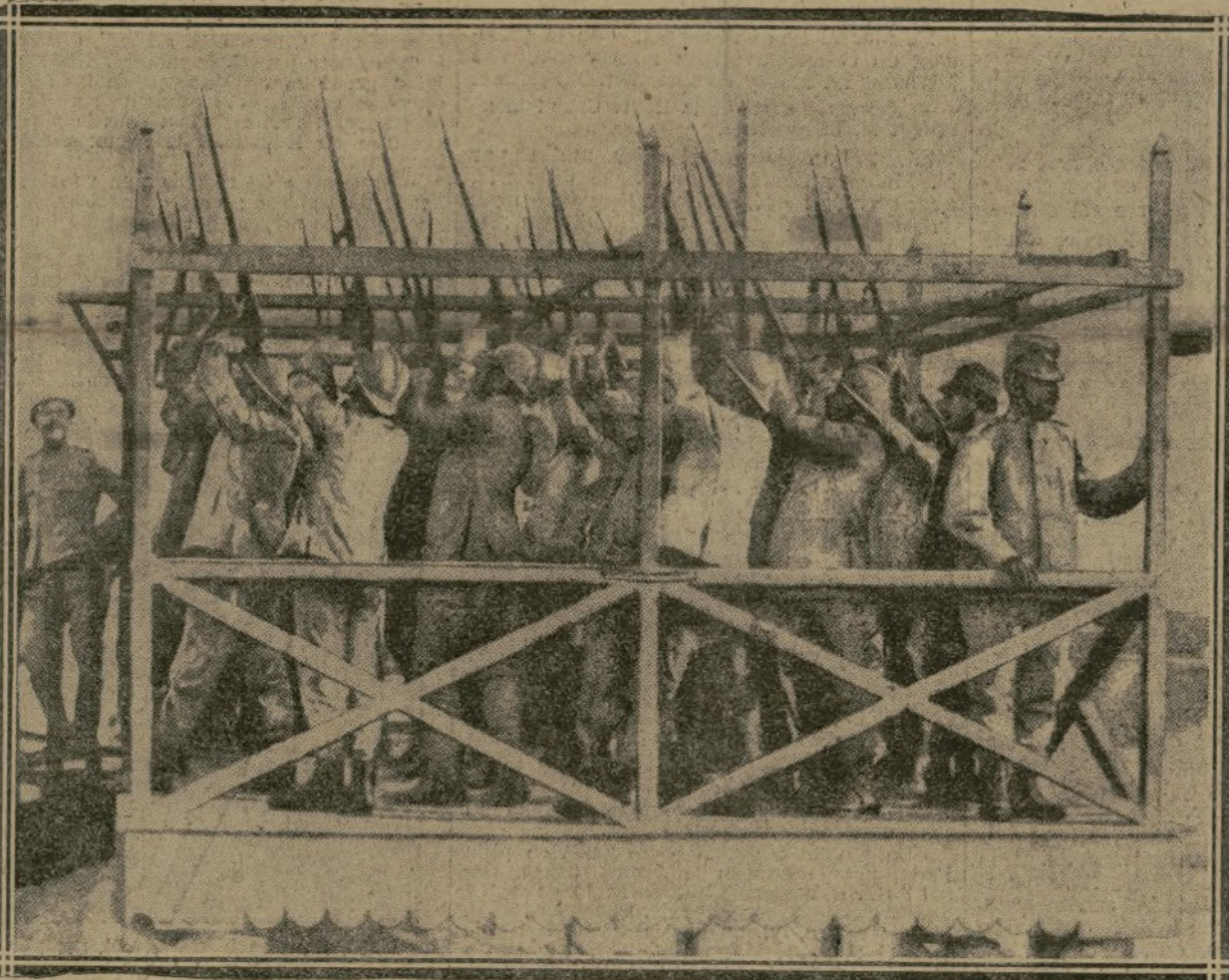
## VENISE SE PROTÈGE POUR MIEUX SE DÉFENDRE



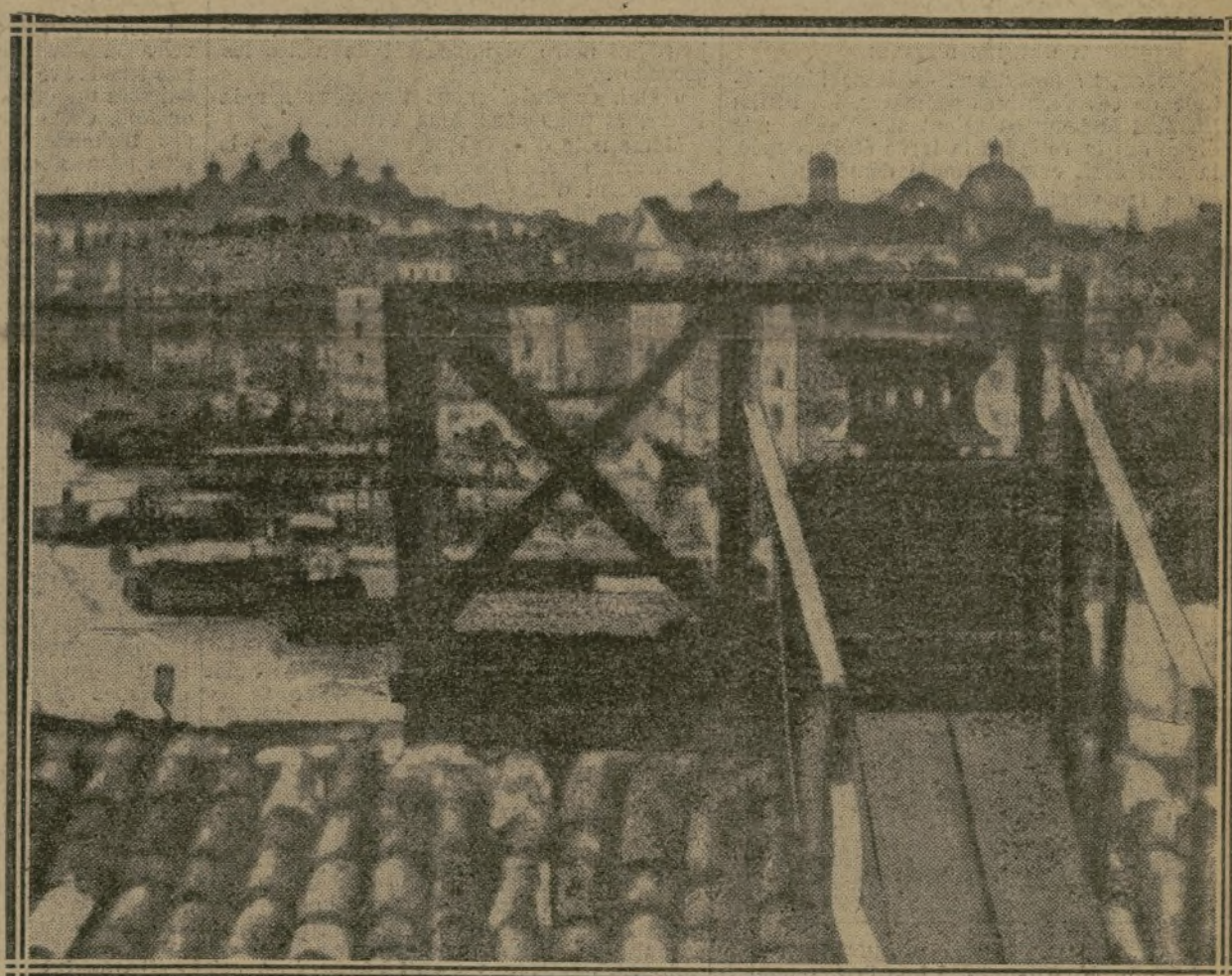
DES CHARPENTES ET DES SACS ENVELOPPENT SAINT-MARC



ON A DESCENDU LES CHEVAUX DE BRONZE DE L'EGLISE



DE LA TERRASSE D'UNE MAISON ON TIRE SUR LES AVIONS



UNE SIRÈNE, SUR UN TOIT, ANNONCE LES ATTAQUES



SOUS LE BOMBARDEMENT, LA RUE RESTE CURIEUSE

La résistance opiniâtre des Italiens sur la Piave et les récents échecs austro-allemands à l'est de la Brenta laissent espérer que la retraite de nos alliés est terminée et que Venise ne connaîtra pas l'invasion. Les mesures qui avaient été prises au début de la campagne ita-



LES RAVAGES D'UNE BOMBE A L'HOPITAL CIVIL

lienne pour préserver contre les avions les trésors artistiques de la "perle de l'Adriatique" ont été multipliées. De nouvelles et solides palissades sont établies autour des monuments principaux. Quant aux sculptures et aux peintures de valeur, on les a mises à l'abri.



## "L'ARMÉE ET LE PEUPLE ITALIENS NE FAILLIRONT PAS A LEUR DEVOIR"

nous déclare M. Orlando, président du Conseil des ministres d'Italie.

Nous nous sommes entretenus, hier soir, dans le hall de l'hôtel Maurice, avec M. Orlando, président du Conseil des ministres d'Italie, arrivé le matin même à Paris, en compagnie de ses collaborateurs, MM. Nitti, Bianchi, Chiesa et le général Dall'Olivo.

Le président du Conseil d'Italie a conservé de ses fonctions de professeur dans les différentes Universités où il a enseigné le geste sobre et la parole claire. C'est, sans doute, la conséquence d'un effort ininterrompu, car, parfois, la rapidité avec laquelle il prononce ses phrases trahit l'excubérance méridionale. M. Orlando est Sicilien. Son regard est vif et chaud qui dénote une grande énergie. D'ailleurs, très affable, il sourit facilement et met parfaitement à son aise celui qui lui parle.

Voici les déclarations qu'il a bien voulu nous faire :

— Je m'étais déjà arrêté à Paris, au printemps dernier, en revenant de Londres. J'eus alors le loisir de prendre contact avec les membres du gouvernement français. Mais ces brèves entrevues sont de peu d'importance en comparaison de celles qui vont s'ouvrir. J'ai la ferme conviction que c'est demain que l'Entente trouvera sa cohésion définitive et que commencera l'époque des événements décisifs.

On objectera que cet accord absolu aurait pu être conclu plus tôt. Mais il est si facile de critiquer ! D'immenses difficultés, dont les profanes ne peuvent avoir la moindre idée, surgissaient continuellement, entravaient et retardaient la réalisation des buts que nous sommes près d'atteindre. Je ne veux pas dire par là que l'Entente n'existait point entre les différentes puissances alliées. Mais nous n'avions pas abouti à cette parfaite unité d'idées et de vues indispensable pour obtenir les résultats que nous espérons tous.

En ce qui concerne la situation en Italie, je puis vous certifier qu'elle s'est considérablement améliorée à tous les points de vue.

Après la terrible émotion initiale, les Italiens — tous les Italiens — se sont ressaisis.

L'armée royale a accompli des actes d'héroïsme que personne n'a oubliés. Malgré la supériorité de l'artillerie et des positions ennemies actuelles, elle fait preuve d'un tenace et admirable résistance. Elle vient d'arrêter les Austro-Allemands dans leur invasion victorieuse. Cette armée, malgré la triste parenthèse des semaines dernières, reste une grande armée, sur laquelle la patrie et les Alliés pourront toujours pleinement compter. Je m'en porte garant.

Dans un geste spontané et émouvant, Français et Anglais sont accourus pour nous prêter main-forte. Ces soldats magnifiques n'ont pas encore donné, mais ils brûlent du désir de le faire, et je sais que nous ne tarderons pas à connaître directement leurs exploits. L'armée et le peuple d'Italie leur ont fait un accueil enthousiaste. Toute la péninsule a apprécié la beauté complexe de cette collaboration.

La situation intérieure du royaume est tout à fait satisfaisante. L'ennemi, qui espérait provoquer le désarroi et la guerre civile, n'a réussi qu'à rétablir cette union sacrée qui s'était quelque peu relâchée. Comme son armée, le peuple italien accomplira son devoir jusqu'à la fin. Malgré les difficultés et les privations, il ne faiblira pas. Toutefois, j'espère que nos alliés, plus riches que nous, sous certains rapports, ne nous abandonneront pas dans la gêne. Il est vrai, et je suis heureux de le constater, que la coopération matérielle marche du même pas que la coopération militaire, mais il ne faut pas oublier que le froid et la faim sont de mauvais conseillers, et nous manquons cruellement de blé et de charbon.

Ma confiance reste entière. Parfaitement unis, la main dans la main, les pays qui luttent pour la noble et juste cause de la justice, de la liberté et de la civilisation ne se reposent qu'une fois à victoire obtenue. Et cette victoire est certaine. — G.-G. Z.

## M. MALVY CONFORMÉMENT A SA DEMANDE

est mis en accusation et renvoyé devant la Haute Cour

Par 512 voix contre 2, la Chambre a voté les conclusions de sa commission. Elle laisse au Sénat le soin de mener l'enquête.

La Chambre a consacré hier toute une longue séance à la discussion des conclusions de la commission de trente-trois membres chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation M. Malvy.

Elle a finalement adopté, par 512 voix contre 2, la proposition de résolution que lui soumettait sa commission et qui tendait, nous l'avons dit, à la mise en accusation de M. Malvy et à son renvoi devant la Haute Cour, celle-ci devant faire l'enquête nécessaire. C'est la solution qu'avait demandée M. Malvy.

Le débat s'ouvrit par un discours de M. Pierre Forgeot, rapporteur, qui s'efforça de justifier le texte qu'il soumettait à la Chambre.

Pour M. Forgeot, il faut faire toute la vérité que demande le pays. Deux juridictions peuvent la faire : le conseil de guerre, si le gouvernement prend l'initiative de la poursuite ; la Haute Cour, si cette initiative part de la Chambre des députés. La cour d'assises ne pourrait statuer qu'implicitement, qu'indirectement sur le fond. Écartant tout à tour les diverses thèses soutenues à la commission, M. Forgeot convia la Chambre à écouter l'ancien ministre qui atteste son innocence et demande à ses collègues de l'accuser pour lui permettre de la faire proclamer.

Son succès fut très vif. M. Néril lui succéda à la tribune, tandis qu'à l'extrême-gauche M. Philbois apostrophait M. Clemenceau, assis à côté de M. Néril au banc du gouvernement.

— Est-ce que l'accusateur d'hier va être le muet d'aujourd'hui ? clamait le député socialiste de Troyes.

M. Néril proposa le renvoi de la proposition à la commission pour être statué suivant les formes prévues par la loi cons-

titutionnelle. Il s'étonna que M. Renaudel ait pu dire à la Chambre : « Il faut aller devant la Haute Cour tout de suite afin de laver M. Malvy. » La poursuite de l'accusateur en cour d'assises lui parut la solution préférable.

Il faut savoir braver le danger comme nos pères, conclut M. Néril. M. Malvy n'a qu'à se présenter la tête haute face au danger.

**M. Marcel Sembat à la tribune**

La discussion prit une certaine ampleur avec l'intervention de M. Marcel Sembat. Très nettement le député socialiste des Grandes-Carrières annonça que s'il se trouvait, au moment du vote, en face seulement de la thèse de la commission et d'une motion d'irrévocabilité quelconque, il voterait les conclusions de M. Forgeot.

J'aime mieux voter cela, dit-il, que rien voter du tout !

M. Marcel Sembat fit pourtant ses réserves sur les conclusions de la commission. Il se défendit de vouloir soit à tout prix innocent M. Malvy, soit l'accabler à tout prix.

Et l'en demande pardon à la Chambre, dit-il, mais je ne suis pas à la tribune pour la triser d'embaras. On dit dans les couloirs : « Que le diable emporte Malvy ! Il avait bien besoin de déposer sa motion ! ». Et d'autres ajoutent : « Ce sont Renaudel et les socialistes qui ont habilement conduit la Chambre dans ce traquenard. Mais on la Chambre a le devoir d'examiner la question à fond, et nulle considération ne doit alors l'arrêter, ou bien la Chambre a le droit d'envoyer au Sénat directement M. Malvy.

En présence de quoi nous trouvons-nous aujourd'hui ? En présence d'un homme qui, attaqué depuis longtemps en a s s z et réclame la Haute Cour pour prouver qu'il ne mérite pas cette accusation.

Et alors, certains lui disent : « Allez devant la Cour d'assises. » Je n'entends pas dénigrer la justice du jury, mais il n'est pas douteux que si M. Malvy avait été condamné en Cour d'assises, M. Daudet, qui sera acquitté, chacun en est convaincu et le déclare dans ses couloirs. Les jurés se disent : « C'est un homme politique qui est attaqué par un journaliste ; si on ne veut pas être attaqué, on ne se met pas dans la politique ; qu'il se paigne à la Chambre ! »

M. Marcel Sembat rappela que le président du Conseil avait dit qu'il y avait des lois pour M. Malvy comme pour les autres.

J'ai parlé aussi de la Haute Cour ! interrompit M. Clemenceau.

Citant l'article publié hier matin par M. Maurice Barrès dans l'Echo de Paris, avec ce titre : « M. Malvy relève du conseil de guerre », M. Marcel Sembat dit y avoir trouvé des phrases de nature à lui faire croire à une faute d'impression. Il y est dit, en effet : « M. Bouchardon est chargé d'une affaire ; il a inculpé M. Leymarie ; il rencontre des charges contre M. Malvy ; il doit poursuivre l'ex-ministre ».

Devons-nous lire « s'il rencontre des charges contre M. Malvy ? » demande M. Marcel Sembat. Sinon, c'est évidemment dicter son devoir à la justice militaire. Ou bien, il y a un effet tel sur l'opinion qu'il est impossible qu'un juge n'en soit pas impressionné !

**M. Maurice Barrès intervient**

Ainsi mis en cause et violemment apostrophé par l'extrême-gauche, M. Maurice Barrès se leva à son banc. Il déclara qu'il avait examiné s'il y avait des griefs contre M. Malvy et conclu qu'il y a des griefs, et que M. Malvy doit aller devant le conseil de guerre.

Au milieu des interruptions des socialistes, à qui M. Marcel Sembat demandait en vain de faire silence, M. Maurice Barrès poursuivit :

— Je me suis borné à prendre des faits qui sont à notre connaissance à tous.

Un journal allemand a été fondé en plein Paris, journal infâme, le Bonnet Rouge. Par qui ? Quelle besogne poursuivait-il ? Une besogne affreuse. Nous avons lu, nous, le Bonnet Rouge. M. Malvy a lu, lui, un journal dix fois pire, le journal échappé, le journal guidé par Berlin et qui a voulu rompre, au milieu de nous, l'union sacrée. Pour savoir ceux qui, à un titre quelconque, et quelquefois à la place la plus modeste, s'employaient à servir la défense nationale, le Bonnet Rouge n'a pas cessé de combattre les mesures réclamées par le gouvernement et par le Parlement pour fortifier cette même défense nationale. Ce journal a fait un besoin dévastateur, aide à l'effort allemand, traverse le monde. Ce journal, né en Allemagne, M. Malvy, par une aberration inexplicable, a voulu augmenter son trésor ; à l'obole du l'Allemande il a voulu, lui, ministre, ajouter l'obole du peuple français !

Voilà le premier fait. Voici le second :

À un instant donné, M. Briand, président du Conseil, se faisant l'interprète de l'émotion générale, avertit M. Malvy de ce qu'il y avait de plus que suspect dans le Bonnet Rouge. M. Malvy nous a dit qu'il avait mis en flûte les hommes du Bonnet Rouge qui allaient en Suisse et en Espagne ; en Suisse chercher l'argent allemand, en Espagne compléter leur mission allemande.

Pour M. Maurice Barrès, ce n'était là qu'une flûte de façade. Les hommes du

Bonnet Rouge purent, en effet, aller à Bilbao, se mettre en relations avec un sous-marin allemand.

— Je veux dire, dit-il, que cette flûte n'était pas vraie. Je rappelle que ces hommes du Bonnet Rouge possédaient des missions de la préfecture de police. Dans le même moment où ils étaient mis en flûte, ils recevaient des missions et des passeports. Ils sont allés à l'étranger parce qu'ils avaient des passeports.

M. Maurice Barrès rappela les circonstances dans lesquelles fut opérée, à Bellegarde, la saisie sur Duval du chèque que le capitaine Ladoux crut devoir garder.

— On rentre à Paris, dit-il. Duval se met en mouvement avec la grande flûte dans le danger. On court-il ? Au ministère de l'Intérieur, j'entends des rires, ils sont profondément tristes quand on voit le bandit payé par l'Allemagne dire : « Je n'ai de recours qu'auprès du ministre de l'Intérieur ».

— Ce n'est pas vrai ! protesta M. Malvy.

S'adressant à l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Maurice Barrès continua, au milieu des rires de l'extrême-gauche :

— Il ne se trompait pas ! Le bandit est allé causer avec votre homme de confiance, Leymarie. Dans votre maison, à deux pas de votre cabinet, des propos ont été tenus qui sont profondément tristes. Les bandits ont-ils supplié ? Les bandits ont-ils menacé ? Les bandits ont-ils offert de partager ? Je n'en sais rien.

**Un incident**

Ces dernières paroles provoquèrent un certain tumulte. Comme M. Maurice Barrès faisait un geste dans la direction des tribunes du public, des applaudissements partirent de ces dernières. Et le vacarme redoubla.

Sur une question du président, M. Barrès expliqua :

— Il est certain que j'ai fait un geste qui n'invitait nullement les tribunes à intervenir dans notre discussion. J'ai simplement voulu exprimer que, par-dessus nos têtes, j'étais convaincu d'être d'accord avec le pays.

En tout cas dit M. Deschamps, cette manière de faire appel au pays n'est pas admissible. Je vous rappelle à l'ordre.

Quand le calme fut rétabli, M. Barrès poursuivit :

— Vous allez croire qu'alors M. Malvy qui, dans cette hypothèse, avait été indigne de tromper par M. Leymarie, a bondi, a tout brisé, a commencé par M. Leymarie ? Nullement. Il lui a gardé sa confiance pendant de longues semaines encore, et pendant six semaines M. Leymarie s'est maintenu dans la plus haute situation où il pouvait le mieux protéger la bande infâme.

Un crime a été commis : on a favorisé une bande de trahison ; on l'a favorisée par l'argent, par les moyens qui lui ont été fournis, et par ce fait incroyable que ces hommes ayant été fouillés, on leur a fait rendre ce qu'on avait trouvé sur eux. Voilà le fait. Conscient ou inconscient, cela est à préciser. C'est un crime, puisque M. Leymarie est inculpé. Mais, si M. Leymarie est inculpé, il est inadmissible qu'il soit le bon émissaire de cette affaire. M. Malvy est le chef et le complète responsable de ces actes. Conseil de guerre !

A droite et sur une partie des bancs de



M. BARRÈS (Phot. H. Manuel.)

centre, on fit une ovation à M. Maurice Barrès, tandis que de véhémentes protestations s'élevaient à gauche et à l'extrême-gauche.

M. Marcel Sembat reprit son discours pour signaler qu'alors qu'il avait débuté en accusant M. Malvy d'avoir trahi directement son pays, d'avoir fait échouer siérement une opération militaire et fomenté des désordres dans l'armée on essayait maintenant d'alléger des faits connexes. Il persista à dire que s'il n'y avait rien dans le vrai dossier Daudet, celui de la trahison directe, la Chambre avait le devoir de le proclamer.

Après un long discours de M. Jules Delahaye, qui reprit tous les griefs articulés contre M. Malvy par M. Léon Daudet dans ses articles de l'Action Française, M. André Hesse vint demander à la commission de procéder à l'enquête. On entendit encore M. Aristide Jobert. Puis M. Clemenceau intervint.

**Une déclaration du président du Conseil**

Le président du Conseil fut très bref :

La Chambre a, dit-il, la prérogative, qui lui est propre, de pouvoir mettre un ministre en accusation. Je n'ai pas à intervenir. Je n'ai pas à me prononcer sur le fond, pas plus que sur la procédure. La Chambre exerce la plénitude de son droit.

Mais cela n'exclut pas la prérogative de gouvernement. Songez qu'il y a pas huit jours j'étais à cette tribune, et je vous disais :

« Je vous apporterai mes résolutions. » Oui, je les apporterai sur le bureau de la Chambre. Et vous n'aurez pas à attendre bien longtemps.

Il y a des instructions en cours. Elles ont été retardées dans des conditions que la Chambre ne connaît pas. Dans l'instruction de l'ancien Duval, le prévenu disait : « Pourquoi m'interrogez-vous sur telle pièce, puisque vous la possédez ? » Comment ? — Mais oui, elle est à la préfecture de police. — Pourquoi ne m'avez-vous pas communiqué ? — Demandez aux agents. — Et le chef du bureau de la préfecture, questionné, invoque le secret professionnel !

Pendant que les juges d'instruction peinent, il reste à la préfecture de police tout un lot de dossiers qui n'ont pas été communiqués à la justice. Il y a deux jours, on a découvert dans les bureaux tout un nouveau dossier Bolo.

[Lire la suite en page 3]

## L'AMIRAL COMMANDANT LA PLACE DE VENISE

nous dit sa confiance dans la résistance sur la Piave

DE NOTRE CORRESPONDANT SPÉCIAL A L'ARMÉE D'ITALIE

VENISE, 27 novembre. — Dans l'inquiétude de ces dernières semaines, les bruits les plus fâcheux couraient sur Venise : la digue qui la reliait à la terre était coupée, la ville était complètement démantelée.

Or, me voici à Venise, et j'ai l'agréable surprise de constater que, depuis l'année dernière, la cité des doges a peu changé, se ravaissant simplement au port d'arme, comme une sentinelle à l'approche de l'ennemi.

Certes, Venise est vide, puisqu'elle ne renferme plus que 50.000 habitants environ ; certes, les grands hôtels de luxe sont remplis de réfugiés au lieu de touristes. Mais le merveilleux décor reste immuable.



AMIRAL CITO DI FILOMARINO COMMANDANT EN CHEF commandant de la place maritime de Venise.

dans sa tenue guerrière. Les couloirs de soleil à la Ziem dorent toujours les monuments intacts dans leurs écrins de sable, et, par les nuits opalisées, régnent, le long des canaux déserts, le calme et le silence que trouble seulement le roulement du canon tout proche. L'ennemi est à 25 kilomètres à peine, et, le soir, de Ponolamento Nuove, on distingue nettement la ligne de feu allant de la Piave à la montagne. Mais, dans ce cadre austère qui évoque la Venise guerrière du doge Reniero Zeno, on éprouve une impression reconfortante de recueillement et de patriotisme intense.

Les rares civils qui sont encore ici, les femmes mêmes au long châle noir, ont retrouvé l'âme courageuse des valeureux ancêtres.

Dans toute l'étendue des Procuraties, deux boutiques seules restent ouvertes : un café dont les tables débordent timidement au soleil, sous les arcades, et un marchand de souvenirs locaux qui liquide son stock à n'importe quel prix.

Les vivras sont abondants et pas très chers, car les magasins écoulent leurs réserves. Le traditionnel café Florian, rempli des souvenirs de Mussel, de George Sand et de Gautier, est fermé.

Fernées également les « trattoria » grouillantes de marins du quel des Esclavons. Le centre vital de la cité, c'est maintenant l'arsenal, dans l'enceinte duquel on travaille à la défense sous toutes ses formes.

J'ai eu la bonne fortune d'être reçu par l'homme, le chef, qui assume la responsabilité si lourde de cette défense. C'est l'amiral prince Cito di Filomarino, duc de Bittetto.

Simple, souriant, ce marin distingué me dit ses craintes passées et ses espoirs qui maintenant sont sans limites.

— Quinze jours d'arrêt de l'ennemi sur la Piave, me déclare-t-il, constituent pour notre pays quinze grandes victoires, et dorénavant nous garderont Venise. Nos troupes prouvent de grandiose façon qu'elles se sont ressaisies, et, de plus, les Alliés sont là. Alors ?... Quant à notre défense de Venise,

elle a fait ses preuves depuis deux ans. Aujourd'hui notre vigilance est de toutes les secondes.

« Oui, conclut-il, nous tiendrons sur la Piave, et nous sauverons Venise. »

Même note d'énergique confiance chez le sénateur syndic conte Philippi Grimani, descendant d'une antique famille dogaresque, et qui préférerait se faire ensevelir sous les ruines de son palais du Grand Canal que de quitter sa ville.

Rapide visite des monuments ou de ce qui en est encore visible. On songe à démanteler la riche madone Nicopeia de San Marco, mais les Vénitiens s'y sont opposés. N'est-ce pas elle qui protège la ville ? Le merveilleux plafond de la sacristie va disparaître sous le ciment protecteur ; les chevaux de bronze ont été embarqués récemment au quel des Esclavons ou ils avaient été apportés il y a quatre siècles.

Naturellement je suis allé voir notre vaillante escadrille d'aviateurs du Lido, commandée par le capitaine de Maigone, et cet officier, en me reconduisant, me disait :

— Il faut nous attendre à de violents bombardements. Actuellement le clair de lune les favorise, et cette période de pleine lune peut être tragique pour la ville de rêve.

Une heure après, dans l'unique café, où je venais d'entrer, j'entendis un coup de canon tout proche, puis soudain la lumière s'éteint.

— Alerte ! disent les Vénitiens sans marquer le moindre trouble.

Je sors sous les galeries et, aussitôt, comme un orage déchaîné par un temps serein, toutes les pièces de la défense aérienne se mettent à tonner à la fois : canonniers de la rade, petits canons spéciaux, mitrailleuses, etc. La nuit bleutée est sillonnée d'éclairs et de petits nuages blancs. Sur les attiques ou terrasses aménagées sur les toits depuis les luttes contre les Génois au quatorzième siècle, s'agitent les ombres des défenseurs qui tirent.

Cela dure une heure environ, puis, soudain, la lumière reparait. Les garçons de café ressortent les tables sur la place, et des consommateurs s'assistent, demandant tranquillement :

— Garçon, des glaces !

La ville n'a pas été touchée : les bombes sont tombées du côté de Mestre. Mais la nuit n'est pas terminée. Et pendant quinze nuits cette lune brillera. Et je me rappelle, non sans angoisse, cette phrase :

— Cette lune sera-t-elle tragique ?

Jules CHANCEL.

LEÇONS PAR CORRESPONDANCE PIGIER Rue de Rivoli, 53, PARIS Commerce, Comptabilité, Sténographie, Langues, etc.

## QUELQUES DÉLÉGUÉS A LA CONFÉRENCE INTERALLIÉE D'AUJOURD'HUI



PHOTOGRAPHIES PRISES HIER A L'ARRIVÉE DES DÉLÉGUÉS

De gauche à droite : M. ORLANDO, président du Conseil italien, et M. PIGIER, le général DALL'OLIO, ministre italien de l'Armement ; M. CHIESA, ministre italien de l'Aviation ; M. NITTI, ministre italien des Finances ; sir ERIC GEDDES, premier lord de l'Amirauté britannique ; MM. CRANEY et GRESBY, délégués américains.



LES CONTES D'EXCELSIOR

## LE CHAT VOLANT

PAR  
GEORGES DOCQUOIS

Le capitaine Fenimore savait mon grand désir d'être admis à pénétrer dans les lignes anglaises.

— Cela ne se peut pas, m'objectait-il. Mais, un matin, le lieutenant Harry, qui, ce jour-là même, devait l'accompagner au front pour une mission urgente, tomba malade. J'ai la chance de lui ressembler.

— C'est un bon hasard pour vous, me dit Fenimore. Mettez son uniforme, et jurez de ne rien dire de toute cette affaire.

Au comble de mes vœux, je jurai. Pendant que j'usurpais l'apparence guerrière indispensable, Fenimore me demanda :

— Vous avez, naturellement, un livre avec vous ?

— Ma foi, non.

— C'est fâcheux, parce que nous devrions passer toute la soirée et une partie de la nuit dans un village dévasté, où nous ne rencontrerons d'autre distraction que la lecture. Moi, je me suis réservé le *Times* qui est arrivé ici à midi... Bah ! nous pourrions le lire ensemble, après tout !

Nous partîmes. L'auto faisait sagement du quarante. De temps à autre, on nous arrêtait. Alors, Fenimore exhibait ses permis. Nous poursuivions. Je passe sur mainte circonstance sans intérêt de cette brève expédition. Le crépuscule vint tôt ; et, des deux côtés de la route, les formes commencent à devenir inquiétantes, pendant qu'à l'ouest, par intervalles, l'horizon s'embrasait de rapides et fortes lueurs d'éclatements.

Soudain, Fenimore me dit :

— Êtes-vous sensible au fantastique ?

— Très peu, en vérité, lui répondis-je.

J'ai, par fortune, une tête normale dans laquelle la superstition n'a guère d'accès. — Oh ! réellement... Pourtant, le fantastique, cela est !

— Non, Fenimore, car, si cela était, du fait que cela serait, ce ne serait plus du fantastique.

— Oh !... Alors, je dis, Don Juan se promenant sur le bord du Tage et demandant du feu à un promeneur de la rive opposée, et voyant le bras de ce promeneur s'allonger jusqu'à traverser le fleuve et lui tendre un cigare allumé, ce n'est pas du fantastique ?

— Certes, oui, c'en est ! Mais c'est du fantastique d'imagination. N'est-ce pas notre Méricme qui raconte cela ?

Il en convint. Nous continuâmes à parler de la chose. Je lui exposai ma théorie du fantastique. Je lui répétai qu'il n'est qu'à la condition de n'être pas ; ce qui lui parut subtil. Je lui dis qu'une idée violente peut le créer en nous, puis le projeter hors de nous, et que nous pouvons en ressentir un certain étonnement, une certaine stupeur, voire une peur ; peur de laquelle, alors, nous sommes, proprement, les artisans. Je développai quantité d'autres théories, plus ou moins hasardeuses, sur le sujet ; et j'en dissertais encore que, déjà, nous avions gagné l'abri dans lequel nous devions rester tapis jusqu'au tout petit jour.

Sous une maison ruinée de la place du village, cet abri, c'était une vaste cave aux murs enduits de goudron. Une table et deux escabelles en composaient tout l'ameublement. Sur la table, Fenimore posa l'un des phares de l'auto. Dans cet éclairage aveuglant, il se mit à lire son numéro du *Times*. J'admirai, une fois de plus, comme en ses mains un journal devient vite un vrai chiffon. Du reste, les nouvelles le rendaient nerveux ; et, tout en lisant, il froissait le papier comme un homme en colère. Cela m'agaçait prodigieusement. En outre, cela me gênait ; car, assis derrière lui, dans l'éclairage intense, moi aussi, je lisais le *Times*, par-dessus son épaule. Mais il est gentil ; et, sur ma prière, il resta tranquille un bon quart d'heure. Après quoi, il jeta la feuille et sortit. Une minute ne s'était pas écoulée qu'il m'appela. Je le trouvai s'agitant sur le seuil éboulé. Sous la lune, au milieu de la place toute blanche de neige, un arbre, tout blanc de même, et qui n'avait plus qu'une seule branche, se dressait. Et Fenimore me dit :

— Il y a, tenez, au centre de la place, un chat. Et c'est un chat qui vole !... Le voyez-vous accroupi au pied de l'arbre ?... Levez les yeux, et vous le verrez sur la branche !... Tenez !... Et puis le revoilà !... là-bas, au pied de cette chaumière jaune ! Et, maintenant, attention ! Il revole, d'un seul trait, sur la pointe de l'arbre !... Le voyez-vous, comme je le vois ?... Oh ! sûrement, vous ne pouvez pas ne pas le voir !... Oui ?... Oh ! j'étais de cela tout à fait persuadé !... Je dis, eh bien, n'est-ce pas là du fantastique ?

Je me mis à rire, et j'intimai :

— Redescendons, mon cher !

Il me suivit. Mais il protestait :

— Je dis, vous n'allez pas nier cette évidence !

Dans l'escalier, de façon succincte, je lui rappelai le phénomène banal de la rétiné profondément impressionnée par un objet clair placé entre une dure clarté et quelque sombre fond : l'image de l'objet s'imprime dans l'œil à l'état de silhouette et se reproduit en noir sur les surfaces blanches.

Et, en bas, je lui montrai la lumière aveuglante du phare, le mur ténébreux de la cave, et le *Times*, auquel, sans y prendre garde, il avait, en le froissant, donné les contours d'un chat.

GEORGES DOCQUOIS.

### DEUX LINOTYPES

Mergenthaler Standard, à simple magasin, à vendre. Très bon état de fonctionnement. Accessoires et électro-moteur particulier. S'adresser 18, avenue des Champs-Élysées, Paris.



## LA SÉANCE DE LA CHAMBRE

Les déclarations de M. Clemenceau.  
Une intervention de M. Malvy.

Le vote.

(SUITE DE LA PAGE 2)

Les dernières paroles de M. Clemenceau sur l'attitude de la Préfecture de police avaient provoqué quelque surprise. Comme des exclamations se faisaient entendre, le président du Conseil déclara nettement :

Messieurs, je dis la vérité. Je serais un misérable si je poursuivais en ce moment des rancunes personnelles. On a parlé de ma volonté implacable. Oui, j'ai une volonté implacable, quoique non exempte de ce que les anciens appelaient la charité humaine.

Je vous le répète : vous n'aurez pas longtemps à attendre, mais laissez-moi, à mon garde des Sceaux et à moi le temps d'apprêter. Le gouvernement n'a qu'un point d'appui : ce n'est pas la volonté des députés, c'est la loi !

Il ne s'est pas passé un jour sans que le garde des Sceaux et moi ne discussions la côté judiciaire des questions. Faites-moi donc encore crédit de quelques jours. J'aurais été fâché que ce débat finit sans que j'aie l'occasion de m'expliquer en ces quelques mots à la Chambre fera tout son devoir, comme elle le comprend. Mais le gouvernement fera aussi le sien, tout le sien.

Sur de nombreux bancs, M. Clemenceau fut chaleureusement applaudi.

Plusieurs orateurs prirent encore la parole. M. Renaudel souleva divers incidents en prenant à partie ses collègues de droite et en accusant M. Maurice Barrès de perfidie.

— Je n'ai pris la parole qu'appelé par l'orateur lui-même et par ses amis, répliqua M. Barrès. Je n'ai groupé que des faits que je considère comme acquis. Je n'en conclus qu'une chose : il y a une inculpation retenue contre M. Leymarie ; M. Malvy est étroitement associé aux actes de M. Leymarie. Je suis d'accord avec l'opinion publique en disant que le patron doit être associé à la fortune de son subordonné.

On applaudit à droite, tandis que les clameurs de l'extrême-gauche couvraient la voix de M. Barrès.

M. Renaudel s'en prit également à M. Clemenceau, à qui il reprocha d'avoir dit au Sénat, le 22 juillet, en s'adressant à M. Malvy : « Je me cramponne à vous ; je vous tiens ; je ne vous lâcherai pas ; vous me servirez d'arme contre vos collègues du cabinet. »

### M. Malvy demande la Haute Cour

Très pâle, très ému, M. Malvy vint enfin prier la Chambre de lui donner les juges qu'il demande :

— Suis-je accusé d'avoir livré des plans militaires à l'ennemi ? dit-il. On me répond que j'ai manqué de prévoyance ! Suis-je accusé d'avoir provoqué des mutineries ? On me répond par des questions de relations. Un juge est saisi de l'affaire et, à l'encontre de M. Barrès, je n'en dirai rien.

L'ancien ministre de l'Intérieur déclara accepter la procédure que la Chambre adoptera.

— Le pays doit connaître la vérité, poursuivit-il. Il doit connaître s'il est vrai que j'ai livré des documents militaires. Il doit connaître s'il est vrai que j'ai tenté de livrer des documents. Cela, ce n'est pas par la cour d'assises qu'il peut le savoir. C'est par la Haute Cour, dont je suis justiciable.

Y a-t-il une torture plus grande que celle de penser qu'il est peut-être des soldats qui croient que c'est par ma faute qu'ils tombent ! La douleur n'est rien, l'honneur est tout. Je veux laisser à mes enfants le nom d'un honnête homme. Vous ne pouvez pas me refuser cela !

M. Malvy fut très applaudi à gauche et à l'extrême-gauche.

### Les conclusions de la Commission sont adoptées

A dix heures trente du soir, on passa au vote au milieu d'une vive agitation.

Une première motion de MM. Hesse et Marcel Sembat, tendant au renvoi à la commission pour enquête, fut repoussée par 498 voix contre 27. Une deuxième, de M. de Baudry d'Asson, ayant pour objet d'élargir l'acte d'accusation, fut également écartée par 392 voix contre 99. Un amendement de M. Jules Delahaye eut le même sort.

La Chambre adopta, par contre, à mains levées, les divers paragraphes du texte de la commission, dont l'ensemble fut voté par 512 voix contre 2.

Une addition de M. Paul Meunier, tendant à charger la commission de désigner ceux de ses membres qui devront remplir devant le Sénat l'office de ministre public avait été disjointe.

Conformément à sa demande, M. Malvy est donc renvoyé devant la Haute Cour sans enquête.

Séance vendredi.

Leopold BLOND.

## LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

### Front français

14 HEURES. — Dans la région de Saint-Quentin, nous avons aisément repoussé deux coups de main ennemis.

Nos patrouilles, opérant à l'ouest de Tahure et dans la région de Samogneux, ont ramené des prisonniers, dont 1 officier.

Une tentative de coup de main sur un de nos petits postes à l'ouest du bois Le Chaume a échoué.

Il se confirme que notre attaque du 21 sur les positions allemandes au sud de Juvincourt a coûté des pertes très sérieuses à l'ennemi. Le chiffre des prisonniers que nous avons dénombrés faits dans cette affaire atteint 476. Dans le matériel capturé, nous avons dénombré 13 mitrailleuses, 3 lance-grenades, 3 canons de tranchées et 400 fusils.

23 HEURES. — Actions d'artillerie au nord de l'Aisne, en Argonne et, sur la rive droite de la Meuse, dans le secteur des Chambrettes.

### Front britannique

13 HEURES. — L'artillerie ennemie a été active la nuit dernière dans la région du bois de Bourlon, mais il n'y a pas eu d'action d'infanterie.

Sur le front nord, continuation de l'activité des batteries allemandes à l'est et au nord-est d'Ypres.

22 HEURES. — Rien d'important à signaler sur le front de bataille de Cambrai pendant la journée. Ce matin, de bonne heure, l'ennemi a tenté deux raids sur nos tranchées de la région d'Avion, au sud de Lens ; ils ont été repoussés.

## LES MAXIMALISTES PROPOSENT AUX ALLEMANDS L'ARMISTICE POUR TOUS LES BELLIGÉRANTS

Ce sont trois plénipotentiaires — un lieutenant, un médecin major et un simple soldat — qui ont transmis leurs offres à l'ennemi.

PETROGRAD, 27 novembre. — Le généralissime Krylenko, actuellement sur le front de la cinquième armée, a envoyé officiellement trois plénipotentiaires demander au commandement allemand s'il consent à un armistice immédiat sur tous les fronts des pays belligérants (sic).

Ces trois plénipotentiaires étaient porteurs de la déclaration suivante :

« Muni des pleins pouvoirs du conseil des commissaires du peuple, moi, commissaire du peuple pour les affaires de la guerre et de la marine, commandant en chef des armées de la République russe, ai donné mandat aux plénipotentiaires : le lieutenant Schnauer, du 9<sup>e</sup> hussards, et membre du comité des soldats de la cinquième armée ; le médecin-major Sagolovitch, et le volontaire Méreña, de demander au commandant des troupes allemandes du secteur où seront reçus ces parlementaires si le commandant en chef des armées allemandes consent à envoyer des plénipotentiaires pour amorcer des pourparlers immédiats dans le but d'établir un armistice sur tous les fronts des pays belligérants, d'entamer ensuite des négociations de paix.

« Dans le cas d'une réponse favorable de la part du commandant en chef des armées allemandes, les parlementaires ont été chargés de fixer le temps et le lieu de la rencontre des parlementaires des deux côtés.

« Signé : le commissaire du peuple, etc... »

« KRYLENKO. »

### L'armistice et les neutres

BERNE, 28 novembre. — M. Trotsky a remis aux représentants des Etats neutres européens accrédités à Petrograd une note demandant connaissance des propositions d'armistice et de paix faites aux ambassadeurs de l'Entente.

Les ministres de Suède, de Norvège, de Danemark et de Suisse, après s'être concertés, ont déclaré en termes identiques, en accusant réception de la communication, qu'ils en prennent simplement acte.

Dans leur formule de politesse, les ministres adressent au commissaire du peuple l'expression de leurs civilités.

### Une protestation du général Berthelot

PETROGRAD, 28 novembre. — Le général Berthelot, chef de la mission française en Roumanie, a remis au général Tcherbatchef, commandant les troupes russes, en Roumanie, une déclaration dans laquelle il proteste contre les démarches en faveur de l'armistice, de la part du conseil des commissaires.

### Le résultat des élections

STOCKHOLM, 28 novembre. — Les élections à la Constituante se sont terminées le 27 novembre. On croit qu'environ la moitié des électeurs de Petrograd ont pris part au scrutin. Une majorité écrasante de la garnison de Petrograd s'est rangée du côté des maximalistes.

Les nouvelles reçues au sujet du résultat définitif des élections sont contradictoires et ne permettent pas de donner d'indication formelle.

D'autre part, le *Petit Parisien* reçoit la dépêche suivante :

PETROGRAD, 28 novembre. — Les élections à la Constituante se sont passées dans le plus grand calme à Petrograd et se sont terminées aujourd'hui.

Suivant les renseignements recueillis, les élections se sont faites dans 34 districts civils et 4 districts de l'armée, pour la nomination de 392 membres.

Le 9 décembre, elles seront terminées dans 48 nouvelles circonscriptions, donnant 45 députés et, le 10 décembre, 10 circonscriptions donneront 112 députés.

Les bolcheviks déclarent à l'avance que, quelle que soit la Constituante, elle ne mettra pas fin à leur pouvoir, car les Soviets représentent réellement la démocratie russe et le conseil des commissaires du peuple restera le seul élément agissant et énergique pour réaliser les vœux du prolétariat.

### Un avertissement des Alliés aux Russes

LONDRES, 28 novembre. — Répondant à une question, lord Robert Cecil, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, a dit que le gouvernement britannique songe à

publier, d'accord avec ses alliés, une déclaration raisonnée en vue d'avertir les Russes des graves résultats qui pourraient découler de la continuation du chaos actuel ou de la conclusion de la paix séparée.

### Le général Doukhonine tient tête à Krylenko.

PETROGRAD, 28 novembre. — Avant de se rendre à Stavaka, le généralissime Krylenko est allé à Pskof, où il a fait appeler le général Tchernissouf, commandant du front nord. Le général Tchernissouf ne s'étant pas rendu à l'ordre de Krylenko, ce dernier l'a destitué.

Le comité central des organisations militaires a fait savoir qu'il ne reconnaissait pas la qualité et le pouvoir de généralissime à l'aspirant Krylenko, et qu'il considérerait sa visite au front comme inutile.

Le comité proteste à l'avance contre toute tentative de Krylenko de s'établir par force au quartier général, tentative qui ne pourrait que déclencher à nouveau une guerre civile. Jusqu'à présent, d'ailleurs, il semble qu'aucune tentative n'ait été faite pour remplacer le généralissime Doukhonine, dont la situation se trouve renforcée par le fait qu'en réponse à son appel la plupart des comités de l'armée ont approuvé l'attitude prise par lui en face de l'ordre du gouvernement maximaliste d'entamer des pourparlers en vue de l'armistice.

De nombreux chefs politiques, et notamment MM. Tchernof, Avenkief et Miloukoff, se sont réunis au grand quartier général, en vue de constituer un gouvernement représentant tous les partis.

### La journée judiciaire

Deux témoins ont été entendus, hier matin, dans l'affaire Bolo, par le capitaine Bouchardon. Dans l'après-midi, audition de Mme Bolo-Muller, seconde épouse de l'inculpé. Le lieutenant Jousseuil a, de son côté, recueilli la déposition du valet de chambre Pierre. Un seul témoin est venu déposer dans l'affaire du *Bonnet Rouge*.

Des opérations très importantes ont été effectuées, dit-on, par MM. Faralécq et Priollet, sur le résultat desquelles on garde le plus absolu silence.

Ce matin, interrogatoire de Bolo.

### La bigamie de Bolo

Mme Henriette Bolo-Soumail se présentera cet après-midi, accompagnée de M<sup>e</sup> Lagasse, son avocat, au cabinet du président Servin pour déposer une requête en instance de divorce.

Bolo ayant épousé sa seconde femme depuis plus de dix ans, la bigamie est couverte par la prescription.

### Les « documents » Paix-Séailles

M. Decharmes, ancien préfet des Landes et présentement conseiller de préfecture de la Seine, s'est présenté spontanément, hier, chez le capitaine Mangin-Bocquet. Il lui a déclaré n'avoir jamais eu entre les mains les « documents » concernant Agadir, dont Mme Lévis avait parlé la veille dans sa déposition.

M. Decharmes a épousé une sœur du financier Marx, de Mannheim, qui se trouve depuis le début de la guerre en traitement dans une maison de santé en Suisse.

### L'affaire Lenoir-Desouches

M. Drioux, juge d'instruction, a recueilli hier après-midi une longue déposition de Mme Alphonse Lenoir, mère de l'inculpé Pierre Lenoir.

Elle a apporté de nouveaux renseignements sur la constitution de la société le *Journal*.

### Le dossier Turmel

Le dossier de l'affaire Turmel a été transmis hier au capitaine Mangin-Bocquet.

Le magistrat fera subir aujourd'hui aux époux Turmel l'interrogatoire de forme.

En ce qui concerne l'instruction ouverte contre Mlle Hélène Brion, Suzanne Dufour et M. Moufflard, le dossier a été remis au capitaine Larcher, du 1<sup>er</sup> conseil de guerre.

### M. Venizelos a été reçu hier à l'Hôtel de Ville

M. Venizelos, président du Conseil des ministres du gouvernement hellénique, a été hier l'hôte de la Ville de Paris.

Il a été solennellement reçu à l'Hôtel de Ville en présence de MM. Pichon, Lafferre, Colliard, Sergent, représentants du gouvernement, et de nombreuses personnalités officielles civiles et militaires.

Après les compliments de bienvenue et l'apposition de signatures au Livre d'or de la Ville, le cortège officiel s'est rendu à la salle des séances.

Se faisant les interprètes des Parisiens, le président du Conseil municipal, le préfet de la Seine, le président du Conseil général de la Seine et le secrétaire général de la préfecture de la Seine ont, tour à tour, exprimé leur admiration à M. Venizelos pour son courage civique et lui ont adressé leurs félicitations pour sa grande probité politique.

### 3<sup>e</sup> EMPRUNT DE LA DÉFENSE NATIONALE

RENTE 4 0/0

On souscrit sans frais dans toutes les études de NOTAIRES.

### UNE DES RAISONS DU SUCCÈS DE L'EMPRUNT

La clarté des engagements pris par l'Etat

L'une des principales raisons du succès de l'émission actuelle réside dans l'extrême clarté des engagements pris par l'Etat vis-à-vis de ceux qui répondent si patriotiquement à son appel.

On ne saurait trop insister pourtant sur les points suivants :

CE N'EST PAS 4 % que rapporte ce placement.

C'EST 5,83 %, tout près de 6 %.

En effet, dans une opération d'émission, l'Etat est un VENDEUR ; le souscripteur est un ACHETEUR.

C'est un certain nombre de francs de rente qu'achète le souscripteur et son intérêt lui commande de les acheter LE MOINS CHER POSSIBLE.

Or, aujourd'hui, le prix du franc de rente est extrêmement avantageux. Ce prix est de 17 fr. 15. Pour acheter 4 francs de rente (minimum de l'achat), le souscripteur n'a à déboursier que 68 fr. 60.

Et encore peut-il acheter ces francs de rente en quelque sorte « à température » et acquiescer en quatre fois le montant de cet achat.

On sait, d'autre part, que le nouvel Emprunt est inconvertible avant vingt-cinq ans. Cela signifie que, pendant vingt-cinq ans au moins, le porteur encaissera ses revenus annuels de 5,83 % de rente nette que l'Etat s'est engagé, de la façon la plus formelle, à ne jamais frapper d'un impôt.

Bien entendu, pendant ce laps de temps, le porteur pourra vendre son titre ou le nantir, exactement comme bon lui semblera.

Mais, dira-t-on, que se produira-t-il dans vingt-cinq ans ?

De deux choses l'une : Ou bien l'Etat continuera à servir à ses créanciers l'intérêt promis. Rien ne sera donc changé dans la situation de ces derniers.

Or bien l'Etat se prévaudra de son droit de rembourser le titre au pair. Dans ce dernier cas il restituera à tous ceux qui n'auront pas encore été remboursés une somme de 100 francs, soit 38 fr. 40 de plus que lui, Etat, aura reçu.

Ainsi, tous ceux qui auront prêté 100 francs à l'Etat recevront 145 fr. 70. Ceux qui auront prêté 1.000 francs recevront 1.457 francs, etc.

Les avantages de pareille combinaison ne sont-ils pas suffisamment attrayants pour vaincre les hésitations des plus timorés ?

### Bourse de Paris, 28 novembre 1917

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET					
5 0/0 non libéré	87 50	87 50	M. Fonc. 1895	340 25	340 ..
5 0/0 libéré	87 50	87 50	— 1903	365 ..	364 ..
5 0/0 libéré	88 ..	88 ..	— 1905	385 ..	384 ..
5 0/0 libéré	59 75	59 75	— 1917 lib.	315 50	314 ..
5 1/2	90 25	90 25	— 1 0/2 1874	810	812
1870	820 ..	820 ..	— 1875	1275	1275 ..
1875	820 ..	820 ..	— 1880	740 ..	735 ..
1880	820 ..	820 ..	— 1885	740 ..	735 ..
1885	542 50	545 ..	— 1890	885 ..	880 ..
1890	367 ..	365 ..	— 1895	897 50	697 50
1895	254 ..	254 ..	— 1900	1062 ..	1060 ..
1900	360 ..	350 25	— 1905	1062 ..	1060 ..
1905	278 75	278 ..	— 1910	405 ..	407 ..
1910	228 ..	228 ..	— 1915	1825 ..	1835 ..
1912 1/2	228 ..	228 ..	— 1920	4655 ..	4690 ..
1917 1/2	500 50	500 50	— 1925	255 ..	740 ..
1920	54 ..	54 ..	— 1930	421 ..	425 ..
1925	53 ..	51 ..	MARCHÉ EN BANQUE		
1930	47 75	44 75	ACTIONS		
1935	112 50	105 ..	— 1935	362 ..	350 ..
1940	65 20	65 20	— 1940	375 ..	421 ..
1945	57 50	57 70	— 1945	372 ..	372 ..
1950	394 ..	399 ..	— 1950	12 50	12 50
1955	476 ..	477 ..	— 1955	79 50	77 ..
1960	87 75	87 75	COURS DES CHANGES		
1965	5310 ..	5310 ..	— 1965	27 13 ..	27 18 ..
1970	770 ..	770 ..	— 1970	676 ..	682 ..
1975	1009 ..	1106 ..	— 1975	32 ..	32 ..
1980	295 ..	294 ..	— 1980	57 1/2	57 1/2
1985	325 50	325 50	— 1985	567 1/2	572 1/2
1990	1925 25	1925 ..	— 1990	71 1/2	76 1/2
1995	328 ..	327 ..	— 1995	218 ..	223 1/2
2000	325 ..	325 ..	— 2000	195 1/2	200 1/2
MÉTALLS À LONDRES. — La tonne de 1.016 kilos :					
Cuirre Chili, disponible, 110 ; livrable 3 mois, 110 ;					
Electrolytique, 133 ; Etain, comptant, 283 1/2 ;					
Ivorable, 133 1/2 ; Plomb anglais, 30 1/2 ;					
Zinc, comptant, 54					



S. M. la reine de Montenegro et S. A. R. la princesse Xénia sont de passage à Bordeaux, se rendant à Pau, où elles passeront l'hiver.

CITATIONS

A l'ordre de l'armée sont citées : M. le Marie-Françoise Jarret de La Mairie, infirmière à l'hôpital de... Sa présence et son attitude au milieu du danger ont été pour tout le personnel un bel exemple de courage et de sang-froid.

Mme Nadège-Marie Potel d'Ovat, infirmière à l'hôpital de... S'est de nouveau signalée pendant le bombardement du 4 septembre, au cours duquel elle a été blessée.

M. le Juliette Batut, infirmière de la S. S. B. M., à l'hôpital 12. Le 20 août 1917, dans un pavillon bombardé où elle était de service de nuit, s'est occupée activement de l'évacuation des blessés et leur a prodigué ses soins tant qu'ils n'ont pas été en sécurité. A fait preuve d'un courageux sang-froid.

NAISSANCES

La baronne Jean de Fontanges, née de Rostang, a heureusement mis au monde un quatrième fils : Thibault.

Mme H. Lartigue, femme du capitaine au 62<sup>e</sup> d'artillerie, a donné le jour à un fils : Jean-Etienne.

La comtesse Percy, fille du duc de Richmond et Gordon, vient de mettre au monde une fille. Lord Percy est le fils du duc de Northumberland.

MARIAGES

On annonce les fiançailles de Mlle Cécile de La Panouse, fille du comte de La Panouse et de la comtesse, née Lur-Saluces, tous deux décédés, avec le baron Hubert de Boutray, décoré de la croix de guerre, fils du baron Pierre de Boutray et de la baronne, née Claude.

Nous apprenons le mariage de Mlle Suzanne Lalique, fille de M. René Lalique, l'artiste bien connu, avec M. Paul B. Haviland.

DEUILS

C'est dimanche prochain, 2 décembre, que sera célébré l'anniversaire de la bataille de Champagne. M. Maurice Barrès prendra la parole au nom de la Ligue des Patriotes.

Le service religieux en l'honneur de tous nos glorieux combattants tombés au champ d'honneur sera célébré à 10 h. 30 en l'église de Champagne.

En l'église américaine de l'avenue de l'Alma ont été célébrés hier les obsèques du docteur Magnin, officier de la Légion d'honneur, médecin-chef adjoint de l'American Red Cross military hospital n° 1 (hôpital bénévole 2 bis), fondateur de l'hôpital civil de Neuilly et directeur de l'hôpital américain de Neuilly.

BIENFAISANCE

Le samedi 1<sup>er</sup> décembre, 37, avenue des Champs-Élysées, inauguration du Théâtre Roumain, ouvert par le comité de l'Œuvre de secours aux ambulances roumaines.

Une exposition-vente de dentelles de Lorraine aura lieu, 30, avenue de la Grande-Armée, du 2 au 9 décembre, au bénéfice des réfugiés de Lorraine et des soldats prisonniers de Meurthe-et-Moselle, sous le patronage du préfet de Nancy et de Mme Mirman.

Le Foyer du Blessé organise, pour le dimanche 9 décembre, une matinée de gala au Trocadéro.

GLYCOMIEL  
Gélée à base de Glycérine et de Miel anglais.  
Souverain contre les rhumes de la Poitrine.  
Grand Tube 1.500<sup>e</sup> 0.37, 10 Polissonnières, Paris.

OCCASIONS  
A VENDRE D'URGENCE, TRÈS BAS PRIX  
Plusieurs beaux et riches mobiliers : salons, salles à manger, chambres, cabins de travail, bronzes, lustres, commodes, meubles divers.  
A VOIR  
GARDE-MEUBLE DE L'ETOILE  
44, rue de Douai

VINS en bouteilles à vendre. Ecrire : O.G.A.L. Agence Havas, Bordeaux.

REPARATIONS, VERIFICATIONS, TRANSFORMATIONS, sur devis, d'AUTOMOBILES et CAMIONS, toutes marques. TRAVAIL SOIGNE. S.A.T.N., 120, avenue de Neuilly, à NEUILLY.

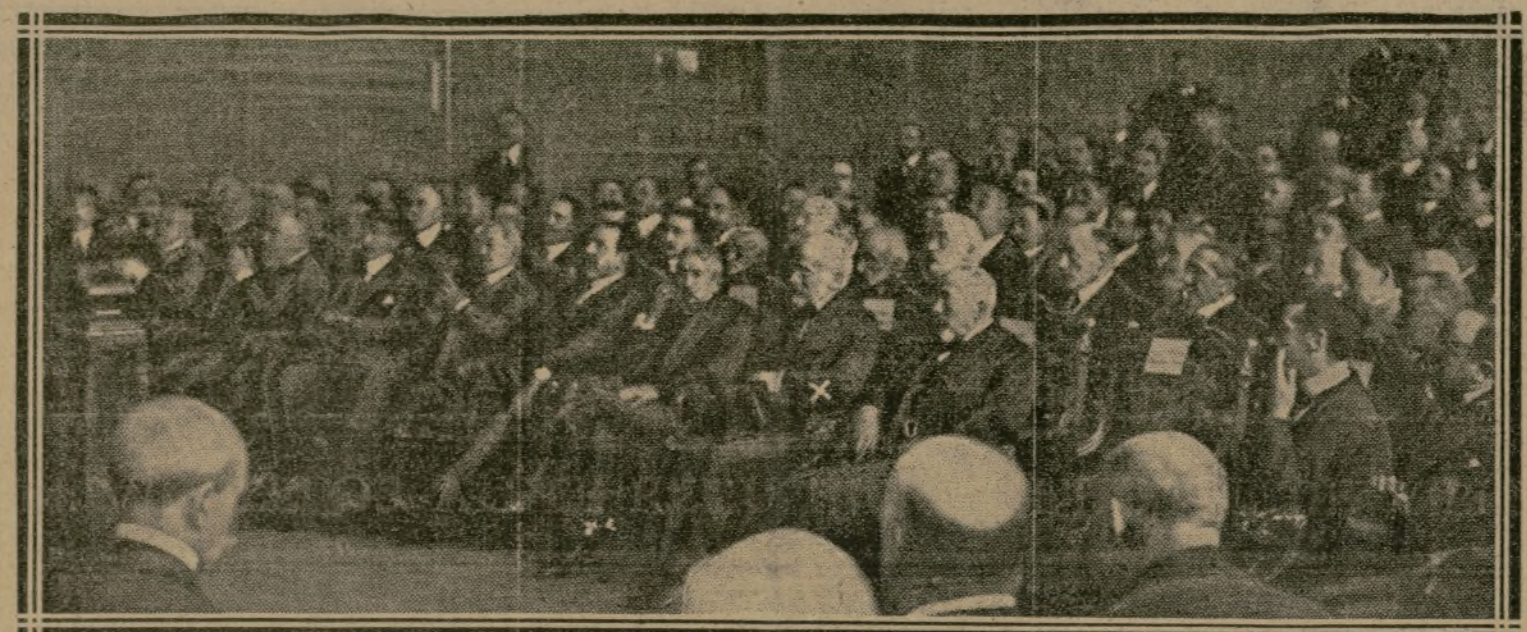
AVANT DE SORTIR  
Enfants : Pour aller à la pension ou en revenir ; avant de passer d'une pièce chauffée dans un endroit froid ou humide, quand vous respirez un air souillé par des poussières ou des germes contagieux.

Adultes : Dans la rue, dans les grands magasins, au théâtre, près des malades, dans toutes les circonstances où le froid, l'humidité, les courants d'air, les poussières, les microbes constituent un péril.

Vieillesse : Pour qui la moindre affection de poitrine peut avoir de graves conséquences ; avant de vous lever, au coucher, à tous les moments de la journée où il faut veiller à la sécurité et au bon fonctionnement des voies respiratoires.

AVEZ TOUJOURS EN BOUCHE UNE  
PASTILLE VALDA  
pour préserver, défendre, fortifier  
GORGE, BRONCHES, POUMONS  
Mais ayez bien soin  
de N'EMPLOYER QUE LES  
Pastilles VALDA  
VÉRITABLES  
vendues seulement en BOÎTES de 1.75  
portant le nom  
VALDA

EXCELSIOR  
M. VENIZELOS A ÉTÉ RECU HIER A L'HOTEL DE VILLE



LA SALLE DES SÉANCES PENDANT LE DISCOURS DE M. MITHOUARD  
M. Venizelos, président du Conseil de Grèce, a été reçu officiellement par la municipalité de Paris hier après-midi à l'Hôtel de Ville. Sur cette photographie, prise au cours de la cérémonie, on reconnaît au premier rang M. Venizelos (X), ayant à sa droite M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères, et M. Romanos, ministre de Grèce à Paris ; à sa gauche, M. Lafferre, ministre de l'Instruction publique.

B L O C - N O T E S

L'Institut — qui pourrait adopter pour devise le joyeux couplet du Petit Duc : "Pas de femmes !" — est hostile au beau sexe. Mais si les dames, même géniales ou héroïques, ne peuvent braver l'honneur d'être admises à faire partie de l'Académie française, elles pénètrent par contre assez facilement à l'Académie nationale de Musique. Cinq siècles après sa mort, Jeanne d'Arc vient d'y faire une entrée sensationnelle, sous les auspices de la Croix-Rouge et de M. Roze — ce qui implique le plus heureux assemblage de coloris.

La noble et pathétique figure de la "bonne Lorraine" a tenté plus d'une fois les dramaturges, après les historiens. Mme Sarah Bernhardt trouva deux des plus beaux succès de sa carrière dans l'interprétation de la Jeanne d'Arc de Jules Barbier, et, plus récemment, dans celle du Procès de Jeanne d'Arc d'Emile Moreau. Pourtant il ne me semble pas que l'existence de la vierge de Domrémy fournisse un sujet particulièrement adapté aux exigences du théâtre. Le caractère quasi sacré de la Pucelle, le mystère qui enveloppe toujours cette sublime illuminée, l'absence de la moindre intrigue d'amour dans sa vie, tout cela rend à tâche des auteurs dramatiques particulièrement ardue. En outre, ce qu'ils peuvent faire dire — ou chanter — à la pure guerrière est forcément au-dessous de ses propres paroles... des choses surhumaines que cette paysanne de dix-neuf ans sut répondre au rusé tribunal acharné à sa perte.

A moins de commettre un anachronisme sacrilège on ne saurait introduire dans le caractère de Jeanne d'Arc l'élément passionnel. C'est pourquoi ce que Frédéric Schiller n'a pas craint d'oser, lorsqu'il fit de l'héroïne de son drame : Die Jungfrau von Orléans. On voit Jeanne d'Arc éprouver d'un jeune Anglais nommé Lionel et déchu du pouvoir mystérieux qui la rendait invulnérable pour n'avoir pas su garder un cœur inaccessible à l'amour humain. Schiller n'a pas plus respecté la tradition, qui prétend que Jeanne, au cours de sa mission, ne versa jamais et e-même le sang ennemi, que la vérité historique, puisqu'il termine l'épopée mystique sur un champ de bataille où il fait mourir la Pucelle.

Respectueux de la vérité historique et désireux de nous montrer Jeanne à toutes les étapes de son destin, M. Raymond Roze a entremêlé son drame lyrique de somptueux tableaux vivants. On sait que les tableaux vivants, contrairement à ce que leur nom semble indiquer, sont fixes, immuables, immobiles et imperturbables. Et ils provoquent habituellement, dans l'auditoire, — gratifié, après une demi-heure d'entracte, d'un spectacle pictural dont la durée n'excède pas trois minutes, — une admiration nuancée de mauvaise humeur et un enthousiasme fait d'irritation.

Simone de CAILLAVET.

La crise du tabac

Notre bon maître Emile Faguet est mort trop tôt, pour les lettres d'abord ; et ensuite pour la crise du tabac. Il aurait pu indiquer un bon remède aux fumeurs démunis. On lui demandait un jour pourquoi il avait toujours à la bouche un cigare généralement éteint.

Le critique aux cent bras répondit : — J'ai le tempérament fidèle. Je m'attache au cigare qui a été pendant une heure le compagnon de mes rêveries. Je me demande si le prochain me rendra aussi heureux. Bref, je fais mon possible pour prolonger la durée du premier et je n'ai pas

encore trouvé de meilleur moyen que de l'éteindre de temps à autre et de le "fumer sans qu'il se consume".

Ce procédé, appliqué à la cigarette et à la pipe, n'enrichirait pas la régie, mais calmerait sans doute les impatiences des fumeurs privés de tabac.

JEAN AJALBERT

L'Académie Goncourt est en train de copier l'Académie française. Elle possède un grand voyageur, amateur d'exotisme, infatigable coureur des routes et des mers. Car M. Jean Ajalbert est tout cela et quelque chose de plus encore, puisqu'il est polémiste ardent, romancier vigoureux, poète plein d'émotion et de pitié. Tout d'abord cet homme sanguin, puissant, à la forte carrure, a promené dans les banlieues lépreuses de Paris sa sensibilité frémissante, secourable ; il s'est penché sur les petits, sur les pauvres, humanement, fraternellement, et ses eaux-fortes évangéliques de Sur le vif, Femmes et paysages l'apparent au poignait Raffaëlli.

Mais Paris devenait bientôt trop étroit pour cette âme ardente, avide d'impressions. Après et neuves. L'artiste avait gagné la partie dans la rude bataille des lettres : avec Le P'tit, En amour, l'adaptation de la Fille Elisa, la Tournee, il pouvait se reposer sur ses succès. Mais l'Indochine attire l'artiste ; il y part, se mêle à la vie indigène, s'en imprègne, en pénètre le premier les mystères et rapporte deux romans impressionnants, d'où se dégage une subtilité magie : Sao-Van-Di et Ruffin-Su-Su.

A partir de ce moment, Jean Ajalbert plaidait inlassablement devant le tribunal de l'opinion. A travers toute son œuvre, sa profession d'avocat éclate malgré tout. Il plaide la cause de l'Indochine : l'Indochine en péril, les Destinées de l'Indochine. Survient la guerre. Son âme vibrante défend la cause des aviateurs : l'Aviation au-dessus de tout ; celle des héros : Comment glorifier les morts pour la patrie ? Partout où se trouvent une injustice à réparer, un idéal à soutenir, Jean Ajalbert est là, toujours jeune, toujours enthousiaste. Cet écrivain est la vie même. Nommé conservateur de La Mairie, il instaura Napoléon dans son cadre ; soyez sûrs qu'il trouvera le moyen de ranimer la vieille manufacture de Beauvais. Mais d'autres horizons ne tenteront-ils pas le nouvel académicien ? Les dieux seuls le savent, car peut-on réfréner cette intelligence impatiente de s'accroître, cette humeur vagabonde qu'aucun obstacle n'arrête ? Attendons l'avenir... — JEAN VIGNAUD.

Entrée et sortie

Quand M. Paul Deschanel se dirige, le Chapeau à la main, vers la salle des séances, entre la double haie de militaires, flanqué à droite et à gauche d'un officier sabre au clair, il n'a pas l'air guilleret du tout. Il est grave, solennel, on dirait même triste. Le tambour bat lugubrement, si lugubrement que la porte de drap devant laquelle il s'arrête pour adresser aux deux officiers un salut mélancolique fait invinciblement penser à cette fenêtre drapée de velours par où passa Charles I<sup>er</sup>, un jour néfaste.

On croirait qu'en saluant les officiers M. Deschanel dit à jamais adieu au monde. Mais, quand M. Deschanel sort, quel changement ! Il a le chapeau sur la tête, il est fringant, souriant, cordial, il serre toutes les mains qui s'offrent, il sourit, il a repris goût à la vie, il est heureux.

Pas de soldats, pas de tambour : rien que

des députés et des journalistes, que c'est comme un bouquet de fleurs.

Lorsque la séance a été dure, on complimente M. Deschanel sur la solidité de sa voix, on lui demande comment il réussit à ne pas la casser à jamais par les vociférations auxquelles il est obligé. Mais il ne veut pas dire son secret. C'est une recette que se repassent de bouche à oreille les véritables "professionnels du fauteuil", comme disait M. Henri Brisson.

Ne nous frappons pas

Bien des gens sont inquiets du chiffre croissant de notre dette et se demandent avec angoisse comment nous ferons face aux énormes budgets que cela nous promet pour après la guerre.

Dans le Correspondant, M. Polier, professeur à la Faculté de Droit de Toulouse, les rassure. Il nous sera beaucoup moins dur de payer qu'on ne le croit, parce que, grâce à la vie chère, nous aurons pris l'habitude de dépenser bien davantage.

Bien mieux, l'accroissement des impôts, loin d'être pour nous une cause de ruine, amènera un accroissement de richesses.

A première vue, cela semble paradoxal. A seconde vue, on souhaite de tout cœur que M. Polier ait raison.

A troisième vue, on se dit, ce qui est la sagesse même : "Nous verrons bien !"

LE PONT DES ARTS

Deux fois déjà, et vainement, les neuf membres qui demeurent de l'Académie Goncourt s'étaient réunis pour procéder à l'élection du remplaçant d'Octave Mirbeau.

Une troisième réunion a eu lieu hier. M. Jean Ajalbert a été élu au second tour de scrutin. Les votants : Jean Ajalbert : 4 voix (MM. Gustave Gollfroy, J.-H. Rosny aîné, J.-H. Rosny jeune et Paul Marguerite) ; Georges Courteline : 2 voix (MM. Léon Daudet et Lucien Descaves) ; Joseph Péladan : 2 voix (Mme Judith Gautier et Léon Hennique) ; Raoul Ponchon : 1 voix (M. Elémir Bourges).

Le Tour. — Jean Ajalbert : 5 voix (les mêmes, plus Mme Judith Gautier) ; Georges Courteline : 3 voix (les mêmes, plus Léon Hennique) ; Raoul Ponchon : 1 voix (Elémir Bourges).

D'autre part, les Dix se réuniront le 12 décembre afin de procéder à l'attribution du prix annuel. De nombreux candidats sont en ligne. Dans le lot qui se détache tout spécialement il convient de citer cinq noms : Henry Malherbe, André Frébourg, Georges Duhamel, Jean Giraudoux, et Louis-Léon Martin. Il est fort vraisemblable que l'un sera choisi parmi ces cinq jeunes écrivains, tous de réelle valeur.

Une exposition rétrospective rassemble en ce moment, à la Galerie Hébrard, un certain nombre d'esquisses originales, de bustes et de dessins de Paul Aubé, un des plus modestes représentants, mais non le moins fort, de cette superbe génération de statuaires qui illustra la seconde moitié du dix-neuvième siècle et, parmi lesquels on compte Campeaux, Dalou, Rodin et dont Bartholomé demeure presque le seul survivant.

L'Image publie une enquête sur l'Emprunt national. On y trouve les noms de Mgr Herscher, Mgr Ginielly, Mgr Marbeau, Mgr Foucault, Mgr André, M. Alfred Lévy, grand rabbin de France, et M. Charles Wagner, président des églises réformées de France.

Le juste succès obtenu par Les Enfants du Ghetto, de Zangwill, la chute prochaine de Jérusalem attirent de nouveau l'attention sur le nouveau problème du Sionisme. M. Baruch Hagani a entrepris d'exposer clairement cette question si complexe et de nous rappeler l'histoire de Théodore Herzl, le fondateur de ce mouvement politique.

LE VEILLEUR

CONSTIPATION Le plus doux, agréable et efficace des laxatifs. Comprimés DOZIERES, la boîte 2 fr. 20, imp. comp. Les exister dans tous les Laboratoires DOZIERES, 5, rue de la Harpe.

VIELLIR, c'est Blanchir. Vous ne vieillirez jamais si, pour votre chevelure, vous employez La Pâte OLEINE d'Amiexfrères. Cette pâte blanchit les cheveux, fortifie leur croissance et les empêche de tomber. Les personnes qui l'emploient ont toujours une chevelure souple, soyeuse, brillante et sans pellicules. PRIX : 4 fr. dans les pharmacies.

A VENDRE : camions et camionnettes PANHAR, av. ou ss remorques, tr. b. état, 120, av. Neuilly.

PRIX-COURANT gratis franco. CHEVILLARD 13, Boulevard de la Chapelle.

LE "REGYL" guérit maladies d'ESTOMAC anciennes. Laboratoires FIEVET, 53, r. Réaumur.

AU THÉÂTRE RÉJANE

L'AUTRE COMBAT, pièce en trois actes, avec un prologue, de MM. Ph. Vernet et A. Delamarre.

M. et Mme de Rozays pressent leur fille Madeleine de se fiancer à son ami d'enfance Jean Berger, qu'elle aime bien, mais qu'elle n'aime pas. Ce dernier point n'a, selon les parents, aucune importance. Leur argument majeur est qu'ils n'ont point de fortune et que Jean est riche. M. le curé abonde dans leur sens, et Madeleine consent d'accueillir Jean Berger à titre de prétendant, sans d'ailleurs s'engager à rien.

La guerre est déclarée. Jean, blessé aux yeux, est réformé et reste aveugle. Mais sa situation pécuniaire n'est aucunement diminuée. M. et Mme de Rozays tremblent que leur fille, qui n'a jamais aimé Jean Berger, ne tire de là un prétexte, d'ailleurs excellent, pour se dérober à un engagement qu'elle n'a pas pris. Ils lui présentent la beauté du sacrifice, qui, par la plus heureuse des coïncidences, se trouve d'accord avec l'intérêt. De la part d'un père et d'une mère, c'est un peu fort. Ce qui l'est plus, c'est que M. le curé abonde encore dans leur sens.

Madeleine cède, épouse Jean... et rencontre Jacques. Voilà bien ce que ses parents auraient dû prévoir. Nous, du moins, les spectateurs, nous l'avions prévu. Jacques a ensuite des remords et va se faire tuer au front. Madeleine, en l'apprenant, jette le cri révélateur. Le mari, sublime jusqu'au bout, pardonne.

M. Romuald Joubé pardonne très bien. Mlle Suzanne Delvèe a une netteté agréable dans le rôle ingrat de la seule-qui-a-le-sens-commun. M. Jacques de Féraudy a de la discrétion et de l'autorité. M. Garay joue le rôle du curé avec rondeur, et Mlle Gina Barbieri joue celui de la mère avec onction.

Abel HERMANT.

AVANT-PREMIÈRE : "LES BUTORS ET LA FINETTE" AU THÉÂTRE ANTOINE

Le théâtre Antoine donnera cet après-midi, devant la presse, une répétition générale de la pièce en six tableaux, en vers, de M. François Porché : les Butors et la Finette, qui aura Mme Simone et M. Génier en tête d'une remarquable interprétation.

Je n'ai pas écrit cette œuvre pour la scène, mais pour le livre, nous confie l'auteur, et je ne comptais pas faire mes débuts au théâtre avec ce qui est moins une pièce qu'une allégorie. La réalisation offerte au public par Génier, dans le Marchand de Venise, fut pour moi une révélation. En voyant le théâtre ainsi libéré de son cadre fixe et rigide, j'ai compris qu'on pouvait y porter cette grande image de la guerre et faire évoluer les personnages sur un champ assez vaste pour donner à la salle une illusion de la vie. En travaillant, j'avais eu le souci de ne pas découper ces images trop directement dans la réalité. La Finette représente une nation vive, légère, un peu étourdie au moment du bonheur, mais qui sait faire immédiatement flic à danger avec toutes les forces magnifiques qui sont en elle et qu'on ne lui supposait pas. De même, la nationalité de son adversaire n'est pas précisée. C'est le peuple voisin dont la brutalité est opposée à la grâce légère de celle-ci, et dont les desseins et la puissance d'agression ne tiennent aucun compte du facteur moral représenté par le sentiment de l'honneur national et de l'idée individuelle du devoir. — ROGER VALBELLE.

NOUVEAU-CIRQUE

251, r. Saint-Bonnet. — Métro : Opéra, Concorde, Madeleine. Aujourd'hui, ma inée et soir e FORMIDABLE PROGRAMME D'ATTRACTIONS

Cet après-midi : Opéra, 2 h. (Cinq-Rouges française et anglaise), Jeanne d'Arc. Comédie-Française, 1 h. 30, Iphigénie en Aulide, la Cloche, le Malade imaginaire. Opéra-Comique, 1 h. 30, Mireille. Odéon, 2 h. 15, les Grâces. Gaité-Lyrique, 2 h. 30, Orphée. Trianon-Lyrique, 2 h. 15, les Mousquetaires au couvent. Antoine, 1 h. 30, générale : les Butors et la Finette. Sarah-Bernhardt, 2 h. 30, la revue des zouaves Quéqu' Chéchiou ! Réjane, 2 h. 30 et 8 h. 15, l'Autre Combat. Très gros succès !

Dans les autres théâtres, même spectacle que le soir, sauf pour l'Ambigu, Edouard-VII, le Grand-Guignol et la Porte-Saint-Martin, qui n'ont pas de matinée le jeudi.

Ce soir : Opéra, samedi, réouverture, Henry VIII. Comédie-Française, 8 h. 15, l'Élévation. Opéra-Comique, 7 h. 30, Beatrice. Odéon, 7 h. 45, l'Affaire des poisons. Gaité-Lyrique, 8 h., le Pré aux Clercs. Vaudeville, 8 h. 30, la Revue. Variétés, 8 h. 15, Polich et Perimutter. Femina, 8 h. 30, Petite Reine. Porte-Saint-Martin, 8 h. 15, Montmartre. Trianon-Lyrique, 8 h., l'Épave. Châtelet, 8 h. 30, le Tour du monde en 80 jours. Sarah-Bernhardt, 8 h. 30, les Nouveaux riches. Th. Réjane, 8 h., l'Autre Combat. Apollo, 8 h. 15, l'Homme à la clef. Palais-Royal, 8 h. 30, le Compartiment des dames seules. Athènes, 8 h. 30, les Bleus de l'amour. Bouffes-Parisiens, 8 h. 30, Madame et son filleul. Nouveauté, 8 h. 15, le Système D. Renaissance, 8 h. 30, les Dragues d'Hercule. Cluny, 8 h. 30, quatre femmes et un caporal. Déjazet, 8 h., les Femmes et la caserne. Edouard-VII, 8 h. 45, le Feu du loin. Femina, 8 h. 30, Gobelet de Paris. Les Wag. 29-78. Grand-Guignol, 8 h. 30, la Grande Epouvante. Capucines (T. Gut. 56-40), 8 h. 30, A part ça, le Grand Jeu, le Prologue. Michel, 8 h. 30, l'Épave. Scala, 8 h., l'Occupe-toi d'Amélie. Comédie-Margny, 8 h. 30, la Mariée du Touring-Club. Caumartin, 8 h. 45, la Jambé, fantaisie-revue en 2 actes et 25 tableaux.

SPECTACLES DIVERS Folies-Bergère, 8 h. 30, la Revue. Olympia, 8 h. 30, vingt vedettes et attractions. Ba-Ta-Clan, lou. 1.80, s. Carminette, opéra à 3 spect. Anne Dancrey, t. Frey. Loc. 30-12. Nouveau-Cirque, tous les soirs, sauf lundi. Matinée mercredi, jeudi, samedi et dimanche.

CINÉMAS Gaumont-Palace, 2 h. 15 et 8 h. 15, 16 Bandeau sur les yeux ; les Polius de la 9<sup>e</sup>. Loc. 4, r. Forest, 11 à 12 et 15 à 17 h. Tél. Marcadet 16-73. Select, 27, Bd Italiens, Mat. 2 h. 15. Soir 8 h. 30, Christus.

COURS ET CONFÉRENCES

A l'Université des Annales, 51, rue Saint-Georges. — Demain vendredi, à 2 h. 30, l'Étude des richesses, conférence par M. Ed. Herriot.